

FORMULAIRE DE DEMANDE**A renvoyer par mail à l'adresse : ddurable@cote-azur.cci.fr****avant le 31 octobre 2025 à 17 H.****AVIS POUR LA SÉLECTION DES ENTREPRISES POUR L'ACCÈS AU PARCOURS
DE SOUTIEN "NEST4ESG PROGRAMME"**

Je, soussigné :

Nom de famille :	Nom :
Fonction :	
Téléphone :	
Adresse Email :	

En tant que :

Propriétaire/représentant légal de la société

Désignation :		
Numéro SIREN :		
Ayant son siège légal à	(Rue/Place)	
Commun :	Province :	Code ZIP :
Ayant son siège opérationnel à	(Rue/Place)	
Commun :	Province :	Code ZIP :
Constitué le		
Code APE (NAF) :		
E-mail :		
Site web :		

DEMANDE***A PARTICIPER AU PARCOURS DE SOUTIEN “NEST4ESG PROGRAMME”***

En tant que soumissionnaire de la présente candidature, je suis conscient des sanctions pénales encourues en cas de fausses déclarations, de faux et usage de faux documents
Conformément aux art. 441-1 et suivants du code pénal

DÉCLARE

- avoir pris connaissance de l'appel à candidatures et en accepter toutes les conditions ;
- être une micro, petite ou moyenne entreprise (MPME) au sens de la Directive 2013/34/UE et ses modifications ultérieures ;
- avoir son siège social et/ou opérationnel dans les territoires et régions partenaires du Programme Interreg Italie-France Maritime 2021-2027 ;
- être actif/active et régulièrement inscrit(e) au Registre des Entreprises compétent ;
- opérer dans les filières prioritaires transfrontalières de la Green & Blue Economy et/ou dans un des domaines/secteurs qui y sont liés ;
- ne pas être soumis(e) à des procédures de concours (administration contrôlée, extraordinaire sans poursuite de l'activité, concordat préventif, faillite ou liquidation) ;
- être en règle avec les obligations en matière de prévoyance et de cotisations sociales ;
- ne pas avoir reçu et par la suite ne pas avoir remboursé ou déposé sur un compte bloqué des aides identifiées comme illégales ou incompatibles par la Commission Européenne ;
- ne pas avoir de représentants légaux, administrateurs ou directeurs condamnés, sauf réhabilitation, par un jugement définitif, pour des délits contre l'administration publique et contre la foi publique ;
- ne pas avoir de contestations quant à la véracité des déclarations faites lors de la présentation de la demande ;
- s'engager à participer aux activités du programme NEST4ESG selon les modalités et les délais qui seront communiqués ;
- être conscient(e) que les responsabilités, y compris pénales, du contenu du matériel fourni, aux fins de la participation à l'initiative régie par le présent appel à candidatures, sont à sa charge, dégageant dès à présent les partenaires du projet de toute réclamation de tiers.

DÉCLARE

(à ne sélectionner que si vous êtes en possession des exigences indiquées)

- ☐ être une entreprise féminine (article 7 de l'Avis)
- ☐ être une jeune entreprise (article 7 de l'Avis)

Documents joints à la demande :

- ☐ Plan de durabilité ESG
- ☐ Note d'information sur la confidentialité approuvée et signée
- ☐ Déclaration De Minimis

Date

Signature

PLAN POUR LA DURABILITÉ ESG DE L'ENTREPRISE

Description des initiatives de durabilité ESG déjà réalisées par l'entreprise ou en cours de définition

Max 1000 caractères

Comment les produits/services/solutions proposés par votre entreprise contribuent-ils au développement durable des chaînes de l'économie bleue et verte ?

Max 1000 caractères

L'entreprise a-t-elle déjà mis en œuvre des mesures d'auto-évaluation du niveau de durabilité de l'entreprise ?

Max 1000 caractères

L'entreprise possède-t-elle des certifications en matière de développement durable ? Lesquelles ?

Max 1000 caractères

NOTE D'INFORMATION SUR LA CONFIDENTIALITÉ **CONFORMÉMENT AU RÈGLEMENT EUROPÉEN 2016/679**

Politique de confidentialité pour les utilisateurs/participants("Divulgarion")

Contexte

Cette note d'information est destinée aux entreprises qui souhaitent participer aux sélections et aux activités du projet de soutien « NEST4ESG PROGRAMME ». Le projet est géré par un partenariat composé de

Lucca Innovazione e Tecnologia Srl (LIC), Coordinateur de projet, basée à in Corte Campana, 10, 55100 Lucca LU;

Fondazione di partecipazione per l'Innovazione e lo Sviluppo Imprenditoriale (ISI), Partenaire du projet, basée à Via Turati 43-45, 56125 Pisa;

Sardegna Ricerche (SR), Partenaire du projet, basée à Via Palabanda, 9, 09123 Cagliari;

Chambre de Commerce et d'Industrie De Nice Côte d'Azur (CCINCA), Partenaire du projet basée à 20 Boulevard Carabacel, 06005 Nice Cedex 1, Francia;

Chambre de Commerce et d'Industrie De Corse (CCIC), Partenaire du projet, basée à Hotel Consolare, Rue Nouveau Port, 20293 Bastia;

ci-après dénommés conjointement "partenaires".

La participation au projet implique le traitement de données personnelles recueillies auprès des entreprises.

Conformément à l'article 13 du Règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des données personnelles (RGPD), les informations ci-dessous sont communiquées aux entreprises bénéficiaires du projet « NEST 4ESG PROGRAMME » afin de leur garantir une information claire, transparente et complète sur les traitements de données personnelles réalisés dans ce cadre.

1. Responsabilités, finalités et base juridique des traitements

Responsabilité conjointe pour certaines finalités

Pour certaines finalités du projet, les partenaires agissent en responsables conjoints des traitements de données traitement. Cela signifie qu'ils déterminent ensemble les objectifs et les moyens du traitement des données, notamment pour :

- les données à collecter en vue d'étudier la candidature des entreprises ;
- l'étude des candidatures et la sélection des entreprises ;
- l'organisation de formations et d'un événement de mise en relation entre les bénéficiaires sur le thème RSE ;
- fournir des reportings du projet européen et établir des statistiques.

Responsabilité individuelle pour d'autres finalités

Pour d'autres finalités, chaque partenaire agit en tant que responsable de traitement autonome.

Dans ce cadre, la CCI Nice Côte d'Azur (20 boulevard Carabacel CS11259 – 06005 Nice, représentée par son Président) est individuellement responsable de traitement concernant les entreprises de son ressort et pour les finalités suivantes :

- l'étude des candidatures comprenant la vérification des pièces fournies ;

- la réalisation des rapports personnalisés ou/des évaluations ;
- l'organisation d'ateliers sur le thème de la RSE ;
- la gestion administrative et le suivi des entreprises bénéficiaires du parcours ;
- l'établissement d'une relation directe (courrier, mail, etc.) entre le bénéficiaire et la CCI Nice Côte d'Azur ;
- le suivi de l'accompagnement individuel entre le bénéficiaire et le fournisseur pré-sélectionné par la CCINCA et retenu par le bénéficiaire ;

Le fondement juridique de ces traitements de données est le consentement de l'entreprise bénéficiaire.

2. Données à caractère personnel concerné :

Les catégories d'informations à caractère personnel recueillies sont :

- nom, prénom pour identifier la personne entrant dans le dispositif d'accompagnement ;
- adresse mail afin de pouvoir communiquer rapidement avec le Bénéficiaire ;
- adresse postale afin de pouvoir transmettre des documents ;
- numéro de téléphone afin de pouvoir contacter les personnes pour une enquête et le suivi.

3. Caractère obligatoire de la fourniture des données :

La fourniture de données à caractère personnel par l'entreprise est une condition préalable à la participation à l'Appel à Manifestation d'Intérêt. La non-fourniture de ces données rendra impossible sa participation.

4. Entités autorisées à consulter les données / entités destinataires des données

Les données pourront être consultées par les entités partenaires du projet dans le cadre de la responsabilité conjointe des traitements.

L'Autorité de gestion (Alcotra – Interreg) pourra être destinataire des données sur demande aux fins de vérifications de l'état d'avancement du projet.

Le Prestataire pré-sélectionné par la CCINCA et retenu par le bénéficiaire sera destinataire des données concernant ce dernier.

5. Période de conservation

Les données concernées sont conservées pendant un délai de dix (10) ans à compter de la fin de l'accompagnement dans le parcours « NEST 4ESG PROGRAMME ».

6. Droits des personnes concernées

Conformément au Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD) et à la Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire dispose des droits d'accès, de rectification, d'effacement, de portabilité des données, de limitation au traitement des données, de ne pas faire l'objet d'une décision fondée exclusivement sur un traitement automatisé y compris le profilage, et d'organisation du sort de ses données post-mortem.

7. Exercice des droits

L'ensemble des droits du bénéficiaire peut être exercé auprès de :

Lucca Innovazione e Tecnologia Srl (LIC), aux coordonnées suivantes : Corte Campana, 10, 55100 Lucca LU, e-mail : v.giusti@polotecnologicolucchese.it ;

Fondazione di partecipazione per l'Innovazione e lo Sviluppo Imprenditoriale (ISI), aux coordonnées suivantes : Via Turati 43-45, 56125 Pisa, e-mail : info@fondazioneisi.org ;

Sardegna Ricerche (SR), aux coordonnées suivantes : Via Palabanda, 9, 09123 Cagliari, e-mail : info@sardegna ricerche.it ;

Chambre de Commerce et d'Industrie De Corse (CCIC), aux coordonnées suivantes : Hotel Consolare, Rue Nouveau Port, 20293 Bastia, e-mail : veronique.sciaretti@cci.corsica
ou du Délégué à la Protection des données, par e-mail: dpo@cci.corsica;

la CCI Nice Côte d'Azur aux coordonnées suivantes :

CCI Nice Côte d'Azur – DAET – Pôle Développement Durable et Economie Circulaire - 20 Boulevard Carabacel – CS 11259 – 06005 Nice Cedex 1. e-mail : ddurable@cote-azur.cci.fr
ou du Délégué à la Protection des données, par e-mail : dpo@cote-azur.cci.fr ;

Si vous estimez, après nous avoir contactés, que vos droits sur vos données personnelles ne sont pas respectés, vous avez la possibilité d'introduire une réclamation auprès de l'autorité de contrôle (CNIL).

Lieu et date

Signature

ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Le/la soussigné/e _____, né/e à _____ le _____
 C.F. _____ à titre de représentant légale de
 l'entreprise : _____ SIRET _____
 Siège social _____, Ville _____ Dept. _____ ;

sur l'honneur et prenant connaissance des sanctions pénales encourues par l'auteur d'une fausse attestation, ainsi que de la perte du bénéfice obtenu, qui serait éventuellement du à la décision adoptée sur la base de la fausse attestation,

DEMANDE

que la contribution demandée, au titre du Programme de Coopération Italie-France "Maritime" 2021-2027 dans le cadre du projet : **NEST4ESG** soit accordé en régime "de minimis", conformément au règlement (UE) 2023/2831 de la Commission du 13.12.2023 concernant à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides "de minimis"

je déclare avoir pris connaissance du fait que le montant du financement pourra être réajusté à l'issue de la vérification du respect des conditions prévues par le règlement relatif à l'octroi des aides ;

si requis par l'Autorité de Gestion, je m'engage à soumettre toute la documentation jugée nécessaire afin de vérifier les déclarations signées

je m'engage également à informer rapidement l'Autorité de gestion si les conditions initiales devaient subir des modifications ultérieures par rapport à la présente déclaration ;

je suis également conscient des sanctions prévues en cas de déclarations mensongères, ainsi que de l'obligation de rembourser sans délai la contribution reçue à tort majorée des intérêts.

Aux fins du contrôle du cumul des aides, je fournis les déclarations visées aux points 1) à 4) :**1) Relations existantes avec d'autres entreprises susceptibles de constituer une "entreprise unique"**

JE DÉCLARE (cette déclaration doit être remplie par les entreprises italiennes et françaises):,

☐ qu'il est conscient que les entreprises qui entretiennent une des relations visées à l'article 2, paragraphe 2, du règlement (UE) 2023/2831 précité sont considérées comme "entreprise unique";

et

☐ qu'il est conscient que les entreprises qui entretiennent une des relations visées à l'article 2, paragraphe 2, du règlement (UE) 2023/2831 précité sont considérées comme "entreprise unique";

et

☐ que l'entreprise dont il est le représentant légal et pour laquelle il demande l'octroi d'aides de minimis n'a pas avec d'autres entreprises des relations visées à l'article 2, paragraphe 2, du règlement (UE) 2023/2831 précité et qu'elle constitue donc elle-même une "entreprise unique";

à savoir

- ☐ que l'entreprise dont il est le représentant légal et pour laquelle il demande l'octroi d'aides de minimis a des relations visées à l'article 2, paragraphe 2, du règlement (UE) 2023/2831 précité avec les entreprises suivantes:

(Indiquer la raison sociale, les données personnelles, le SIRET et le numéro de TVA)

.....;

.....;

.....;

.....;

2) Aides de minimis accordées à la même "entreprise unique"

JE DÉCLARE (cette déclaration doit être faite par les seules entreprises françaises)

- ☐ qu'aucune "aide de minimis" n'a été accordée au cours des trois années précédentes à l'entreprise unique dont fait partie l'entreprise qui présente la demande de concours, compte tenu également d'éventuelles situations de fusions, acquisitions et scissions¹ d'entreprises;

à savoir

- ☐ que, au cours des trois années précédentes, compte tenu également d'éventuelles situations de fusions, acquisitions et scissions d'entreprises, les aides suivantes "de minimis" ont été octroyées à l'entreprise unique dont fait partie l'entreprise qui présente la demande de concours :

indiquer dans les lignes suivantes ou dans une annexe appropriée les données suivantes : nom de l'entreprise bénéficiaire, SIRET et numéro de TVA, montant en euros exprimé en équivalent-subvention brut de l'aide (ESB), l'administration accordant, la date de concession, les références de l'acte de concession et la référence réglementaire de concession, le règlement de minimis sur la base duquel l'aide a été octroyée]

.....;

.....;

.....;

3) Processus d'acquisition/ fusion et scission

JE DÉCLARE, (cette déclaration doit être remplie uniquement par les entreprises italiennes)

- ☐ il n'y a pas eu de processus d'acquisition/fusion²,

ou

- ☐ qu'il y a eu des processus d'acquisition/de fusion et que, avant la fusion ou l'acquisition, les aides de minimis suivantes ont été accordées - à chacune des entreprises participant à la fusion ou à l'acquisition, au cours des trois années précédentes :

[indiquer dans les lignes suivantes ou dans une annexe appropriée les données suivantes : nom de l'entreprise bénéficiaire, SIRET et numéro de TVA, montant en euros exprimé en équivalent-subvention brut de l'aide (ESB), l'administration accordant, la date de concession, les références de l'acte de concession et la référence réglementaire de concession, le règlement de minimis de référence pour l'aide octroyée]

.....;

.....;

.....;

- ☐ il n'y a pas eu de processus de scission³

ou

- ☐ qu'il y a eu des processus de scission, et que le montant des aides «de minimis» octroyées à l'entreprise scindée avant la scission, au cours des trois années précédentes, et allouées/attribuées⁴ à l'entreprise visée par la présente déclaration est le suivant:

¹ V. art. 3, paragr. 8 et 9 du règlement (UE) 2023/2831.

² V. art. 3, paragr. 8 du règlement (UE) 2023/2831.

³ V. art. 3, par. 9 du règlement (UE) 2023/2831.

⁴ V. art. 3, par. 9 du règlement (UE) 2023/2831.

[indiquer dans les lignes suivantes ou dans une annexe appropriée les données suivantes : nom de l'entreprise bénéficiaire, SIRET et numéro de TVA, montant en euros exprimé en équivalent-subvention brut de l'aide (ESB), l'administration accordant, la date de concession, les références de l'acte de concession et la référence réglementaire de concession, le règlement de minimis de référence pour l'aide octroyée]

.....;
.....;
.....;

4) Cumul avec d'autres avantages constituant des aides d'État

JE DÉCLARE (cette déclaration doit être faite par les entreprises italiennes et françaises)

- conformément à l'art. du nommé règlement (UE) 2023/2831 sopra citato:

☐ qu'il n'a pas bénéficié d'aides d'État pour les mêmes coûts éligibles faisant l'objet de la demande de contribuion;

à savoir

☐ que pour les mêmes coûts éligibles qui font l'objet de la demande de concours, il a reçu les aides d'État suivantes:

[indiquer dans les lignes suivantes ou dans une annexe spécifique les données suivantes : montant en euros exprimé en équivalent-subvention brut de l'aide et en pourcentage d'intensité sur les coûts éligibles, l'administration accordant, la date d'octroi, les références de l'acte de concession et la référence réglementaire de concession, le règlement ou tout autre acte de l'Union européenne sur la base duquel la légalité de la concession a été garantie]

.....;
.....;

Signature

.....

(signature électronique sur .pdf ou alternativement signature manuscrite avec copie jointe de la pièce d'identité du signataire)